

M. Blenkarn: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Par suite de la décision que madame le Président a rendue précédemment, la partie du bill qui concerne le pouvoir d'emprunt et qui traite la situation économique actuelle de notre pays a été retranchée du bill. Cet après-midi, nous n'étudions que les propositions d'amendement à la loi de l'impôt sur le revenu.

Mon honorable ami a parlé avec éloquence de l'inflation et de ses causes monétaires, mais il n'a pas dit un seul mot du bill ni de la loi de l'impôt sur le revenu. Selon moi, le député ne respecte pas le Règlement et je vous serais obligé, Monsieur l'Orateur, de le lui faire remarquer.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre, je vous prie. Les députés auront certainement remarqué que je viens tout juste de remplacer l'Orateur adjoint dans ses fonctions. Si le député qui avait la parole ne s'en était pas tenu à la question à l'étude, la présidence le lui aurait certainement signalé.

M. Evans: Monsieur l'Orateur, je tiens à expliquer pourquoi mes propos se rapportent au sujet. La loi de l'impôt sur le revenu et les amendements actuellement à l'étude visent à augmenter les recettes fiscales. Que ces recettes soient jugées trop élevées par les uns, pas assez pour les autres, c'est une autre question. Il n'en reste pas moins qu'il est important de connaître le contexte économique dans lequel ces mesures sont prises, tout comme il est important de comprendre, dans ce même contexte, pour quelles raisons certaines mesures, et pas n'importe lesquelles, doivent être incorporées à la loi de l'impôt. Tel était le but de mon intervention et je tiens à dire au député que, sauf le respect que je lui porte, il est tout à fait approprié de parler de ces choses lorsque l'on parle de mesures d'imposition sur le revenu comme celles dont il est actuellement question.

M. Deans: Je ne vois pas comment.

M. Evans: Je parlais de recherche et de développement. Des mesures fiscales sont justement à prendre pour aider ce secteur.

M. Blenkarn: Ou figurent-elles dans le bill?

M. Evans: Faute d'encourager le foisonnement des idées, de stimuler la production et la mise au point de nouveaux procédés, le Canada ne pourra tenir son rang dans le monde sur le plan industriel. En d'autres termes, la stagnation économique ne fera qu'empirer. La hausse constante du taux d'inflation ne fait pas que ralentir la recherche et le développement, elle raréfie les investissements dans les nouvelles immobilisations nécessaires à la modernisation de notre industrie et à son adaptation à des conditions en perpétuelle évolution.

• (1650)

L'obligation pour l'expansion des petites entreprises est une des mesures du bill qui aidera certainement les petites entreprises à moderniser leurs usines et leur permettra de faire face à la concurrence sur le marché mondial. De tels investissements ne sont possibles que moyennant la stabilité de l'économie et la perspective de gains justes. Par contre, si nous passons de plus en plus de temps à nous quereller au sujet du partage du gâteau, les investisseurs éventuels peuvent-ils logiquement s'attendre à réaliser des profits raisonnables? Probablement pas, à mon avis, et nous en voyons des exemples ici même, à la Chambre; on prétend, sans toutefois pouvoir le

Impôt sur le revenu—Loi

prouver, que des sociétés se livrent à des abus et on condamne des particuliers pour s'être prévalus de dispositions fiscales expressément conçues pour promouvoir les investissements. C'est un cercle vicieux.

Nous désirons que les Canadiens investissent dans les petites entreprises ou dans la construction d'immeubles à usage locatif et à cette fin, nous prévoyons dans le bill des dispositions fiscales comme l'obligation pour l'expansion des petites entreprises et le programme MURB. Mais lorsqu'un particulier en profite pour faire des investissements et réduire ses impôts, nous entendons des députés de certains partis dénoncer ces gens-là en tant que parasites qui abusent du système. Pourtant, le bill a précisément pour objet de réduire les impôts, de stimuler l'économie et d'inciter les Canadiens à investir leur argent d'une façon qu'on juge désirable sur le plan social. Rien d'étonnant à ce que nous soyons aux prises avec un problème d'investissements. C'est dû à une certaine schizophrénie politique. Nous encourageons les gens à profiter des chances que nous leur offrons, après quoi nous leur tombons dessus à bras raccourcis lorsqu'ils décident de le faire.

De même, certains se plaignent que les investissements rapportent trop, que les hommes d'affaires s'enrichissent, que nous devrions accroître l'impôt sur les sociétés—dans ce bill justement—mais on néglige de regarder dans les coulisses pour constater que l'inflation exagère grandement les profits rapportés, non seulement en haussant les prix eux-mêmes, mais ce qui importe davantage, en sous-évaluant de façon excessive les installations et l'équipement servant à la production. Les méthodes comptables actuelles demandent que l'amortissement soit imputé sur le coût initial et non sur les frais de remplacement. En période de rapide inflation, cela entraîne une surestimation excessive des revenus nets et, partant, des profits. Ce qui est pire, cependant, c'est dire que la déduction pour amortissement ne fournit pas, et de beaucoup, les fonds nécessaires à de nouveaux investissements et à la modernisation. C'est ainsi que la qualité de capital social se détériore avec le temps, que la productivité diminue, que notre compétitivité s'affaiblit et qu'il s'ensuit une perte d'emplois. Je parle des emplois que les députés néo-démocrates estiment absolument nécessaires et que nous estimons nous-mêmes absolument nécessaires. Mais avec les programmes qu'ils voudraient voir figurer dans le bill moins d'emplois seraient créés à l'avenir. A court terme, les grands discours politiques sont peut-être satisfaisants pour certains, mais à long terme, ils font plus de tort que de bien.

Les média font preuve de la même myopie. Lors d'une récente émission de «Question Period», M. Don McGillivray, rédacteur national de la revue économique de Southam Press, demandait bien sérieusement pourquoi les épargnants devraient pouvoir compter sur un taux de rendement réel alors qu'en termes réels les salaires n'ont pas augmenté. S'il faut juger par cette observation de la connaissance profonde que ce spécialiste a de ces questions, on n'a guère lieu de s'étonner que le public ne sache pas de quoi il retourne. Ce qu'il y a de plus grave encore c'est que l'invité à l'émission, un critique économique de l'opposition, que je ne nommerai pas pour éviter tout sectarisme, n'a pas su répondre à la question.

Nous devons commencer à nous rendre compte que l'illusion monétaire est morte, que les épargnants exigent un taux de rendement véritable avant de consentir à restreindre leur